

...sur la concurrence alimentaire / non alimentaire

Plaidoyer pour un multiusage de la biomasse et pour une croissance durable de la production agricole.

La crise alimentaire de 2007-2008 ainsi que la perspective de devoir nourrir 9 milliards d'hommes à l'horizon 2050 ont conduit un certain nombre de responsables politiques à émettre l'idée d'une hiérarchie des usages pour mieux répondre à la demande alimentaire.

Cette orientation nous semble une fausse bonne idée et l'USIPA plaide

- pour un multi-usage de la biomasse et sa gouvernance
- et pour une croissance durable de la production agricole mondiale permettant de limiter la concurrence entre usages.

Le multi-usage des plantes et sa nécessaire gouvernance.

Le traitement d'une plante est le compromis entre 5 débouchés (l'alimentation humaine, l'alimentation animale, les bioproduits et biomatériaux à usage non énergétique, les biocarburants et le retour du carbone et des minéraux dans le sol)

Aucun ne doit être négligé et aucun ne doit être considéré comme prioritaire a priori; par contre des arbitrages entre usages seront nécessaires avec un point d'équilibre à trouver sur chaque territoire en fonction des enjeux locaux et plus globaux à différentes échelles de temps. Chaque projet aux ambitions devra être confronté aux ambitions en matière alimentaire, environnementale et énergétique sur le court, moyen et long terme, en gardant à l'esprit qu'il faut absolument éviter les allers-retours dans les choix ; la chimie du végétal par exemple n'a pas pour ambition de remplacer toute la chimie du carbone mais c'est une industrie qui a toute sa place dans une Europe qui choisi de s'impliquer dans la préparation de l'après pétrole, qui soutient la recherche et l'innovation et qui est à la recherche de nouvelle source de croissance ; par contre c'est une industrie lourde qui nécessite des investissements très importants et donc une **stabilité réglementaire**. Un pilotage fin, **anticipé** et concerté des usages sera nécessaire. La cohérence des politiques publiques ayant un impact sur les usages de la biomasse sera particulièrement importante, de même que la coordination entre acteurs. La crainte principale des amidonniers porte sur une anticipation insuffisante des situations de crise et des réponses à y donner d'où des décisions prises dans l'urgence qui auraient des conséquences néfastes sur ce secteur industriel.

Une priorité pour limiter les conflits d'usage : augmenter la production agricole mondiale et mobiliser toutes les ressources en biomasse

Cette possibilité d'augmentation de la production ne doit pas être une interrogation mais un objectif. Cette augmentation est possible mais sous certaines conditions qui devront être satisfaites simultanément : la recherche, les investissements individuels et collectifs, la formation et l'organisation des producteurs, les politiques foncières, les politiques agricoles avec pour objectifs principaux la limitation des aléas et une régulation des marchés permettant la cohabitation entre grandes structures et micro exploitations, la limitation du gaspillage alimentaire. Et ajoutons à cela une modification des comportements alimentaires passant par une plus grande part de protéines végétales dans la consommation. L'Académie d'Agriculture de France est très claire sur ce point dans son rapport de 2009 sur le sujet : « Pour atteindre ou au moins approcher l'objectif de doublement de la production agricole au milieu du 21^{ème} siècle, il faut dès maintenant obtenir une mobilisation des gouvernements qui devront faire de la production agricole une véritable priorité et donc dégager les très importants moyens financiers et humains indispensables à la réalisation de ce grand dessein. C'est cette volonté collective qui manque aujourd'hui. »

Pour ce qui concerne l'Europe et la France, il apparait essentiel :

- Au niveau du foncier, de limiter les pertes de terres agricoles qui sont souvent les meilleures : or l'artificialisation des sols progresse plus vite en France que l'usage non alimentaire de céréales.
- Au niveau de la PAC,
 - o De maintenir des aides au secteur agricole qui permettent la poursuite des investissements nécessaires à l'amélioration de la productivité et à la protection de l'environnement ; il y a non seulement moyen de concilier le « produire plus » avec le « produire mieux », mais il existe une corrélation positive entre les deux, une meilleure gestion des intrants devant contribuer à une progression significative des rendements.
 - o De développer des outils de gestion des risques (contrats d'assurance, mutualisation privée obligatoire à mettre en place....) à plus grande échelle que ce qui est envisagé actuellement et de maintenir des filets de sécurité pour les principales productions.
- Au niveau de la recherche, de poursuivre les efforts en matière de sélection végétale.

Mais un effort particulier d'augmentation de la production est nécessaire dans les pays les moins avancés ; or cet effort passe par un appui renforcé au développement, en particulier en Afrique, et, au niveau de l'OMC, par la reconnaissance ainsi que par un encouragement à la mise en place de politiques agricoles coordonnées et de marchés régionaux.

Le développement des débouchés non alimentaires ne peut être tenu pour responsable de la faim dans le monde et des pertes de biodiversité

Il convient de distinguer les causes immédiates de la faim dans les pays les plus pauvres (des hausses de prix et de disponibilités plus faibles dans les villes) des causes structurelles (pauvreté, baisse des productions vivrières, absence de politique foncière, ...) ; or c'est surtout sur les causes de fond qu'il faut agir.

La faim est d'abord un problème de pauvreté avant d'être un problème d'offre : preuve en est que la faim dans le monde n'a jamais été éradiquée quand l'Europe croulait sous les stocks. Des productions à destination partiellement non alimentaire peuvent apporter des ressources extérieures et complémentaires dans des communautés rurales de pays en développement et favoriser ainsi le développement de cultures vivrières ; la FAO cite plusieurs exemples allant dans ce sens. La Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM) considère qu'une hausse modérée du prix des céréales liées à une augmentation de la demande énergétique et en biomatériaux peut constituer une opportunité pour les pays en développement sous réserve de la mise en place de politiques agricoles spécifiques.

Dans les pays développés, l'assurance d'un prix rémunérateur pour les producteurs constitue aussi un encouragement à l'investissement et à la recherche en vue d'un accroissement de la production.

Les changements d'affectation des sols conduisant à des pertes de biodiversité dans le monde sont largement autant le fait de cultures à destination principalement alimentaires que non alimentaires et sont d'abord liés à l'absence de politique foncière dans les pays concernés ; plutôt qu'une limitation de la demande qui ne fera jamais l'unanimité au niveau mondial, il convient d'aider à la mise en place de telles politiques.

L'imbrication des différents usages (alimentaires- matériaux- énergétiques) dans le fonctionnement des entreprises de transformation constitue un atout au niveau national et pour les entreprises concernées.

L'usage non alimentaire n'est jamais exclusif ; en particulier bon nombre de coproduits sont destinés à l'industrie animale et contribuent largement à combler le déficit européen et français en matières riches en protéines pour l'alimentation animale qui demeure malgré tout à un niveau encore très élevé (respectivement de l'ordre de 70% et 50%).

Dans certaines entreprises, comme celles de l'amidonnerie, la répartition des produits entre usages alimentaires et non alimentaires se fait en fonction des marchés et ceci constitue pour celles-ci un atout très important face à la volatilité des prix.